19 avril 1872

pas quelle objection l'amendement proposé pourrait susciter.

L'hon. M. HOLTON répond que son plus cher désir est de toujours appuyer le Gouvernement et qu'il s'y est toujours efforcé. (*Rires.*) Il demande si l'on envisage de considérer les soldes ordinaires du Gouvernement dans les banques comme étant une partie des réserves en espèces soutenant les billets de la Puissance.

L'hon. sir FRANCIS HINCKS : Bien entendu, le Gouvernement n'hésitera pas à prendre en considération tous les fonds à sa disposition.

L'hon. M. HOLTON déclare que, s'il a bien compris la proposition du ministre des Finances, ce dernier propose de considérer les dépôts dans les banques comme de l'argent en espèces aux fins de l'Acte concernant la monnaie. Il voudrait savoir si tout le solde du Gouvernement dans les banques serait considéré de cette façon, ou si l'on a l'intention de désigner spécialement certains soldes comme étant disponible à cette fin.

Il peut comprendre que l'honorable ministre souhaite disposer d'un solde considérable à son crédit à la Banque de Montréal afin de pouvoir s'en servir à diverses fins. Il aimerait savoir s'il songe à pratiquer l'usure ou encore à se servir de ce solde pour émettre des billets de banque. Si c'était le cas, il y voit une objection d'ordre pratique; les émissions seraient importantes quand il y aurait beaucoup d'argent, mais du moment que les besoins du Gouvernement exigeraient que ces fonds soient utilisés, l'honorable député devrait alléger le marché monétaire en retirant des émissions.

L'hon. sir FRANCIS HINCKS explique qu'il n'y a pas de danger. Cela pourrait arriver si le Gouvernement était en mesure de mettre plus de monnaie en circulation, mais il ne peut le faire que par l'entremise des banques. Le Gouvernement n'a jamais émis un seul billet de plus que les banques n'en demandaient. Si les banques veulent des billets, elles en font la demande, et bien sûr, quand elles les ont, le Gouvernement doit maintenir une réserve en espèce de 20 pour cent. Il n'hésite pas à dire que, tant qu'il occupera la charge qui lui incombe actuellement, il gardera sans doute une réserve de vingt cinq au lieu de vingt pour cent afin de laisser une marge de cinq pour cent pour les fluctuations qui affectent constamment la circulation, mais le Gouvernement ne souhaite pas mettre davantage de monnaie en circulation.

Son honorable collègue veut restreindre l'argent que le gouvernement possède dans les banques de crainte qu'il s'en serve pour accroître la circulation de la monnaie. Bien que l'amendement proposé soit plus avantageux pour les banques que ne l'est l'arrangement actuel, il est persuadé que les banques ne mettront pas en circulation un seul dollar de l'argent du Gouvernement tant qu'elles pourront faire circuler le leur.

L'hon. M. ANGLIN pense que la question mérite d'être discutée à fond. L'intention de l'Acte actuellement en vigueur est de limiter la circulation à 9 000 000 \$, et tout ce qui dépasse cette somme doit être garanti en or, dollar pour dollar. D'après ce qu'il peut

comprendre de cet amendement, le Gouvernement veut avoir un pouvoir de circulation illimité. Il considère que cette proposition est avantageuse pour les banques, plus particulièrement la Banque de Montréal, et que si un avantage peut découler d'un accroissement de la circulation, c'est le public qui, à son avis, devrait en profiter. Il suggère de retirer les gros billets de la circulation et d'en émettre des plus petits.

M. WORKMAN considère que cette mesure servira les intérêts du pays et il sait, par expérience personnelle, tant comme marchand que comme banquier, que les petits billets sont très difficiles à obtenir, non seulement dans le commerce, mais que les mécaniciens et d'autres éprouvent de grandes difficultés à se les procurer. Il n'a aucune objection à formuler contre la mesure et pense au contraire qu'on devrait la passer.

L'hon. sir FRANCIS HINCKS en réponse à l'hon. M. Mackenzie, explique qu'en ce moment rien n'incite les Banques à émettre des petits billets, mais que si les amendements proposés étaient passés, elles auraient intérêt à collaborer avec le Gouvernement pour mettre des petites coupures en circulation.

M. CARTWRIGHT met la Chambre en garde contre l'autorisation d'une trop grande circulation, que le Gouvernement pourrait à tout moment être invité à racheter en cas de crise financière.

L'hon. sir FRANCIS HINCKS trouve les craintes exprimées par son collègue totalement injustifiées. Les banques sont obligées par la loi de garder la moitié de leurs réserves en billets de la Puissance, et elles le font ordinairement en gros billets. Compte tenu de l'étendue du territoire où des billets sont en circulation, il pourrait difficilement arriver que l'on demande en même temps au Gouvernement de racheter tous les billets. Et il pourrait, en vingt quatre heures, obtenir de New York tout l'or dont il pourrait avoir besoin.

Quant aux dépôts dans les banques d'épargne, il n'y a pas le moindre danger de ruée. Son but constant, depuis qu'il est en poste, est de ramener la dette du pays à un intérêt de cinq plutôt que de six pour cent, et il y est parvenu en partie. Le gouvernement touche des intérêts sur 7 200 000 \$, et il ne pense pas qu'il serait prudent de dépasser 9 000 000 \$ de garantie. Il demande seulement que les dépôts bancaires soient considérés comme équivalant à de l'or.

M. RYAN (Montréal-Ouest) complimente le ministre des Finances (l'hon. sir Francis Hincks) du succès de sa politique et attribue l'accroissement de la circulation de la monnaie au retrait des espèces, plus particulièrement l'argent américain, représentant plus de 6 000 000 \$ et qui est grandement apprécié dans tout le pays. Il appuie l'amendement.

M. GIBBS ne voit pas là de changement important si ce n'est que cette mesure doit permettre au ministre des Finances d'agir en conformité de l'Acte. Pour le moment, celui-ci ne cause aucun préjudice, mais il se pourrait qu'il n'en soit pas toujours ainsi et il pense qu'on ne devrait pas essayer d'empêcher le ministre des